

geant dans le chômage, punit les producteurs qui font bien et qui produisent tout ce dont nous avons besoin, mais respecte les maîtres de l'argent qui font mal le leur.

Les banques présentement refusent de prêter à des taux d'intérêt raisonnables, elles se fichent du gouvernement et de ses règlements même si le gouvernement se porte garant des prêts.

En voulez-vous des exemples? Prenez la loi sur les prêts à l'habitation, garantis par le gouvernement à $5\frac{1}{2}$ p. 100 d'intérêt. Je ne connais pas une seule banque qui ait consenti un seul prêt à ces conditions. Vous avez l'aide à l'industrie dans laquelle le gouvernement se porte garant d'un prêt jusqu'à \$25,000; les banques refusent de prêter à $5\frac{1}{2}$ p. 100 avec l'endossement du gouvernement, les banques refusent de prêter même sur billet à 6 p. 100 mais elles prêtent sur le plan familial à 12 p. 100.

Assez fréquemment, les banques refusent de prêter même sur le plan familial; quand la solvabilité du client laisse à désirer, on lui conseille de s'adresser à une compagnie de finance pour obtenir son prêt et que les chances de l'obtenir sont plus grandes. Si le client obtient son prêt, il paiera jusqu'à 24 p. 100 d'intérêt.

Si la compagnie de finance a de l'argent, c'est grâce à l'ouverture de crédit que la banque leur accorde. Voilà la situation exacte, monsieur le président. On est surpris de la situation, on a peine à comprendre le pourquoi du mécontentement général des citoyens. Les taxes, les impôts successifs créent l'inflation et pour y remédier on impose de nouvelles restrictions de crédit, on restreint les investissements sous prétexte que c'est pour combattre l'inflation.

Monsieur le président, l'inflation du système actuel est causée par les gouvernements, par leurs taxes, leurs impôts et par les dettes qu'ils contractent et par l'intérêt qu'ils paient aux autorités financières du pays ou des autres pays. Ce n'est pas l'argent en circulation.

Le gouvernement impose des restrictions du crédit parce qu'il est d'accord avec les banquiers, parce que les citoyens du pays sont trop endettés, et il en est de même pour les commissions scolaires, les municipalités et les fabriques, les institutions de toutes sortes ainsi que les cultivateurs.

Ici, nous pouvons nous poser la question. Pourquoi les citoyens et les gouvernements sont-ils si endettés envers quelques financiers? C'est parce que le gouvernement du Canada s'est départi du contrôle de l'émission de l'argent et du crédit et qu'il a mis entre les mains de quelques institutions privées qui, par ce contrôle et cette puissance, mon-

nayent nos biens, inscrivant l'actif des citoyens du pays à leur actif, et transportant au passif les avoirs et héritages des générations passées, ainsi l'actif des gouvernements a été inséré au passif. Nos gouvernements, nos ministres des Finances s'abaissent devant ces monopoles à tel point qu'ils sont devenus de simples instruments ou de simples valets devant ces institutions privées.

Au lieu de reprendre le contrôle de l'argent et du crédit, ils rampent devant ces institutions, ils endettent le pays, ils laissent les citoyens s'endetter et se faire dépouiller. Le ministre des Finances sait très bien que c'est mathématiquement impossible de rembourser plus d'argent à ces institutions qu'on en a reçu. Résultat: banqueroutes, répudiation de dettes, dettes impayables, citoyens endettés, gouvernements endettés, budgets déficitaires, restriction de crédit et investissements restreints.

Le chômage s'installe, la misère s'aggrave, le mécontentement des citoyens se fait sentir, les grèves se déclarent, les familles se disloquent, les enfants restent sans soins, sans instruction, les fermiers abandonnent leurs fermes, les industries font banqueroute, les riches deviennent plus riches, mais le nombre diminue, la pauvreté s'accroît, ceux qui travaillent sont volés pour en donner à ceux qui ne travaillent pas, il y a un nombre considérable de citoyens qui vivent de charité publique, la part du gouvernement fédéral au bien-être est presque d'un milliard et demi, autant que pour la défense nationale, à part les centaines de millions payés par les provinces.

Lorsqu'on veut développer nos ressources naturelles, bâtir des ponts et des routes, agrandir les industries, bâtir des maisons pour loger les familles, bâtir des écoles, des universités, des églises, des hôpitaux, établir des municipalités, des commissions scolaires, il faut en même temps faire de nouvelles dettes qui viennent s'installer sur le dos des contribuables dépossédés, écrasés par le fardeau de dettes privées et publiques du passé. Le ministre des Finances porte la grande responsabilité du système antisocial, antihumain. Usuriers, usurpateurs, meurtriers qui conduisent les générations futures au suicide.

Pour un correctif médiateur, on a inventé les travaux d'hiver. C'est la farce la plus monumentale qu'on ait jamais inventée. Les municipalités gaspillent les trois quarts de cet argent.

On en est rendu à prendre les citoyens pour des animaux. J'ai vu dans mon comté des citoyens s'atteler sur certaines voitures pour monter de la terre dans les côtes. A la place des chevaux, on avait attelé 25 ou 30 hommes pour transporter de la pierre et de la terre.